

la crise. Il reste toutefois à voir ce que l'on peut faire à court terme. À plus long terme, il y a aussi les questions évidentes à propos de ce que le Canada pourrait faire au niveau de ses politiques pour contribuer à restaurer un certain ordre sur les marchés internationaux. Je ne crois pas pour l'instant utile de spéculer sur ces questions. Nous devons toutefois y penser puisque toute négociation sérieuse sur des réformes internationales dans le secteur de l'agriculture fera appel à la contribution de tous les pays.

Je voudrais pouvoir conclure sur des observations réconfortantes quant aux perspectives d'amélioration immédiate de la situation du commerce mondial et notamment du commerce agricole. Je crois que ces perspectives sont très réelles et très prometteuses, mais il est possible qu'il nous faille un peu plus de temps que nous l'espérons pour arriver à nos fins.

Pour réaliser nos objectifs, il sera au cours des prochains mois très important de s'assurer que nos processus consultatifs nationaux fonctionnent bien de façon à pouvoir avec confiance faire front commun lors des diverses rencontres internationales. Ce besoin permanent de discussions avec l'industrie est ce qui a motivé le gouvernement à mettre sur pied le Comité consultatif et les groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur. C'est sur ces groupes de même que sur vous que nous comptons pour obtenir les informations dont nous avons besoin pour aiguïser les politiques qui nous feront traverser le processus d'ajustement que nous devons aujourd'hui amorcer.